



Le mot de la Secrétaire générale et du Président

L'ALIMENTATION MONDIALE ET L'ÉNERGIE SOUS LE FEU DES PROJECTEURS

Il y a un an, alors que la campagne de Carême d'Entraide et Fraternité mettait les partenaires malgaches à l'honneur, la guerre en Ukraine éclatait. L'attention des médias et un élan de belle solidarité se sont naturellement portés vers nos frères et sœurs ukrainiens ainsi que vers celles et ceux osant courageusement s'opposer à la violence... Ce conflit a eu des conséquences importantes sur les prix de l'énergie et des biens alimentaires, ce qui a créé d'importantes difficultés, non seulement chez nous mais aussi au niveau mondial et, donc, chez nos partenaires.

Un an plus tard, force est de constater que la page de la guerre n'est pas encore tournée.

Pourtant, les signes d'une force collective sont toujours là et ce, grâce à celles et ceux qui, comme vous, ont maintenu leur solidarité, notamment à l'égard du peuple malgache. Dans ce contexte, la sauvegarde et le développement de l'agroécologie à Madagascar ont permis à de nombreuses familles de sauvegarder leurs terres, de les cultiver et de ne pas dépendre du commerce international pour se nourrir.

Les bouleversements géopolitiques ont aussi affecté la « transition verte » et la lutte contre le réchauffement climatique alors que, plus que jamais, notre « maison commune » brûle. Dans ce cadre, Entraide et Fraternité continue à demander un engagement fort et courageux de la part de la Belgique pour une sortie sans équivoque du Traité sur la Charte de l'Énergie (TCE). Tout comme huit autres pays européens aujourd'hui, nos responsables politiques doivent prendre la pleine mesure des impacts désastreux qui ralentissent la prise de décisions permettant de lutter contre le réchauffement climatique.

L'année 2022 aura été marquée par le courage et l'engagement. Le courage de nos partenaires et l'engagement des citoyens et citoyennes à travers leurs actes quotidiens et leur présence lors des mobilisations publiques en faveur du climat. Plus que jamais, le climat est un combat commun d'ici et de là-bas.

Merci pour votre courage, merci pour votre engagement.

Entraide et Fraternité est une ONG catholique de solidarité internationale. Depuis 1961, elle défend un monde juste et solidaire en appuyant la réalisation de projets de développement définis en partenariat avec des associations locales des pays appauvris et en menant des actions d'éducation et de plaidoyer en Wallonie et à Bruxelles.



Christian Valenduc, président
et **Axelle Fischer**, secrétaire générale



**JE TRANSMETS
LA FRATERNITÉ**

LEGS • DONATIONS • ASSURANCE



Solidarités et générosités

En 2022, la campagne annuelle de sensibilisation et de récolte de fonds d'Entraide et Fraternité a (une nouvelle fois) été impactée, cette fois par la guerre provoquée par l'invasion de l'Ukraine. Le département Communication a rappelé dans divers supports que l'agroécologie et la souveraineté alimentaire sont pour Entraide et Fraternité des réponses efficaces et crédibles à la dépendance mondiale vis-à-vis des importations de denrées alimentaires, d'engrais et d'énergie. Un modèle à défendre plus que jamais dans ce contexte de crise alimentaire mondiale aggravée par les effets de la guerre en Ukraine.

Entraide et Fraternité a pu bénéficier, grâce aux fidèles et généreux soutiens de ses donateurs et donatrices, d'une **récolte de fonds relativement stable** même si elle est légèrement en baisse en 2022. Au total, cette année, nous avons collecté **1.214.426 euros en dons privés** (hors legs et collectes en paroisse). Un montant en legs particulièrement exceptionnel de 378.853 euros nous a permis de consolider notre action et, surtout, de ne pas impacter le financement des projets de nos partenaires des pays appauvris, malgré le contexte.

Des campagnes de sensibilisation ont été menées pour informer le public à **l'importance d'inclure Entraide et Fraternité dans son testament**. Faire un legs permet aux donateurs et donatrices de faire perdurer leur engagement et à Entraide et Fraternité de continuer

ses combats pour la justice sociale. **Les dons par testament représentent une source de revenus non négligeable en complément des autres actions menées.** Entraide et Fraternité est toujours membre de la campagne Testament.be qui nous assure l'appui d'expert-es juridiques pour accompagner toute personne dans son projet de testament.

Reprise totale des collectes en paroisse

Durant le Carême, les collectes ont pu avoir lieu à nouveau normalement dans les paroisses, après les années de Covid. Elles ont connu une belle reprise avec **239.078 euros récoltés** dans les églises de Wallonie et de Bruxelles.

Un immense merci aux donateurs et donatrices, sympathisant-es, volontaires, professeurs d'avoir répondu présent-es en cette année de multiples crises. Partageant la même espérance d'un monde plus juste et meilleur pour toutes et tous, **nous vous remercions d'avoir fait vivre la fraternité plus que tout en cette année 2022.**

Notre audience dans les médias

11.593.387 personnes ont été touchées par les médias (audience cumulée, source Auxipress) **suite à nos actions de communication**, ce qui a renforcé nos trois missions : partenariat, éducation et plaidoyer.



S-VIE

Le goût du partage et de la justice, la solidarité, le don de soi sont autant d'attitudes éthiques que vous désirez prolonger par-delà le temps de l'existence. Comment faire de la fraternité votre héritière ?

Léguez une partie ou la totalité de votre patrimoine à Entraide et Fraternité et/ou Action Vivre Ensemble pour soutenir les plus pauvres, réduire les inégalités et construire des générations solidaires.

TRANSMETTRE LA FRATERNITÉ EST NOTRE ENGAGEMENT COMMUN POUR UN MONDE MEILLEUR !

Votre personne de contact et de confiance
Catherine Houssiau, chargée des legs et testaments
Gsm 0490 57 97 47 - catherine.houssiau@entraide.be - Confidentialité assurée
www.entraide.be - www.vivre-ensemble.be

DEMANDEZ NOTRE DOCUMENTATION SANS ENGAGEMENT



La carte des partenaires

Amérique latine & Haïti

19 partenaires | 5 pays

Montants transférés

Total	897.862 €
Haïti	247.329 €
Nicaragua	238.517 €
Guatemala	236.116 €
Pérou	140.900 €
Brésil	35.000 €

Haïti



PAPDA

Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif



SAKS

Sosyete Animasyon Kominikasyon Sosyal



SOFA

Solidarite Fanm Ayisyen



TK

Tèt Kolé Ti Peyizan Ayisyen



GAFE

Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement

Guatemala



CEIBA

Asociación para la Promoción y el Desarrollo de la Comunidad



COINDI

Cooperación Indígena para el Desarrollo Integral



SERJUS

Asociación Comunitaria Para El Desarrollo



MOJOCA

Movimiento de Jóvenes de la Calle

Nicaragua



FODA

Fundación Odorico D'Andrea



AVODEC

Asociación de Voluntarios para el Desarrollo Comunitario



TUKTAN SIRPI

Asociación Infantil de Niñas y Niños trabajadores de Jinotega

Pérou



CHIBOLITO

Asociación Civil Chibolito



IBC

Instituto Bartolomé de las Casas



MOCICC

Movimiento Ciudadano Frente al cambio Climático



KALLPA

Asociación Kallpa Para La Promoción Integral de La Salud y el Desarrollo



IPROFOTH

Instituto de Promoción y Formación de Trabajadoras del Hogar

Brésil



CPT-GO

Comissão Pastoral da Terra Regional Goiás



AGRO É FOGO

Burundi



CAM

Centre Agropastoral de Mutwenzi



ADEPE-CEPRODILIC

Agence de Développement et de Protection de l'Environnement



OAP

Organisation d'Appui à l'auto-Promotion



ACORD

Association de Coopération et de Recherche pour le Développement



UHACOM

Union Haguruka des Coopératives Multifilières



**DRIT D'ACCÈS
AUX RESSOURCES**



**DROITS DES ENFANTS
ET DES JEUNES**



**INITIATIVES CITOYENNES
DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**
Programme réunissant des projets portés
par des citoyen·nes engagés en Belgique

Afrique

17 partenaires | 4 pays

Montants transférés

Total	999.023 €
RD Congo	388.120 €
Burundi	269.319 €
Madagascar	216.466 €
Rwanda	125.118 €

Asie/Moyen-Orient

9 partenaires | 3 pays

Montants transférés

Total	297.511 €
Philippines	276.314 €
Inde	11.197 €
Israël & Territoires palestiniens occupés	10.000 €

Israël & Territoires palestiniens occupés

 OFEK

Inde



MAHABODI

École pour enfants issus de communautés rurales pauvres



PREMIYOTI

École en milieu rural pour enfants porteurs d'handicap

Philippines



CONZARRD

Convergence of Zamboanga del sur on Agrarian Reform and Rural Development



LAFCCOD

Lanao Aquatic and Marine Fisheries Center for Community Development



AGRO-ECO

AGRO-ECO Federation of Lanao Del Norte



KILOS KA

Kilusang Maralita sa Kanayunan



SUMPAY



LAHRA

Lanao Alliance of Human Rights Advocates

Madagascar



CARITAS-ANTSIRABE



FTM/CPM VAKINANKARATRA

Firaisankinan'ny Tantsaha eto Madagasikara/
Coalition Paysanne de Madagascar Vakinankaratra



CSB

Centre de Promotion rurale Saint-Benoît

Rwanda



APROJUMAP

Association pour la Promotion des Jumelages et de l'Amitié entre les Peuples



ACORD

Association de Coopération et de Recherche pour le Développement

RD Congo



APEF

Association pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin



CAB

Comité pour l'Autopromotion à la Base



CHANGE

Cœur Humanitaire en Action Novatrice pour la régénération Effective



CPR

Centre de promotion rurale Idjiwi



CENTRE DE PROMOTION DE LA SANTÉ KANGU



APDE

Alphabétisation d'adultes en zone rurale



WAZEE-WETU

Soutien social, économique et médical de personnes âgées

Un nouveau programme

pour défendre l'agriculture familiale

La planète pourrait nourrir toute la population qui y vit. Or, plus de 828 millions de personnes souffrent encore de la faim aujourd'hui. Les paysans et paysannes des pays appauvris constituent 70% de ces victimes de la faim.

Avec notamment le soutien de l'administration fédérale de la Coopération belge au développement (DGD), Entraide et Fraternité a lancé en 2022 **un nouveau programme ambitieux de cinq ans dénommé APTES : L'Agroécologie, Pilier d'une Transition Écologique et Sociale.**



Ensemble, pour des systèmes agroalimentaires plus résilients, durables et solidaires.

Ce programme prône le renforcement d'une agriculture familiale qui assure l'accès à une nourriture saine et en suffisance aux populations les plus défavorisées, tout en contribuant à la préservation de l'environnement et en luttant contre les effets du changement climatique qui affectent de plus en plus les paysans et paysannes.

Il se structure dans cet objectif autour des différentes dimensions de l'agroécologie (environnementale, économique, politique, socioculturelle). Une agroécologie aujourd'hui largement reconnue comme une solution durable pour faire face à la faim ainsi qu'aux chocs mondiaux comme les crises sanitaires, les effets du changement climatique ou encore l'impact des guerres.

Entraide et Fraternité développe ce programme **en coopération avec des organisations partenaires locales dans huit pays appauvris** : Burundi, RD Congo, Rwanda, Haïti, Guatemala, Nicaragua, Pérou et Philippines. **En Belgique, une action d'interpellation politique et de sensibilisation** est menée.

LES « NOUVEAUTÉS » DU PROGRAMME APTES

Pour atteindre l'objectif général de ce nouveau programme, Entraide et Fraternité a pour ambition de renforcer quatre axes essentiels.

① Le plaidoyer politique dans les pays appauvris

Il est important, pour rendre durable les actions des paysans et paysannes, d'influencer la prise de décisions politiques favorables à l'agroécologie.

② La commercialisation des produits agricoles

Ce volet a constitué une faiblesse dans le programme précédent. Entraide et Fraternité a donc pour objectif de renforcer son soutien afin de développer des circuits courts et diversifier les canaux de vente des paysans et paysannes.

③ La promotion de l'agroécologie auprès des jeunes

Les jeunes constituent une part de plus en plus importante de la population dans les pays appauvris. Entraide et Fraternité vise à les convaincre de se lancer dans l'agriculture comme une solution d'avenir.

④ La mobilisation citoyenne en Belgique

Les citoyens et citoyennes seront davantage appelés à interpeller les responsables politiques ou encore à développer des projets de transition écologique et sociale.



Les chiffres clés du programme

9 pays d'intervention
(inclus la Belgique)

7 nouvelles
organisations
partenaires

2 nouveaux pays
(Rwanda et Pérou)

28 partenaires
locaux

28.278
paysans et paysannes
accompagnés

PÉROU ET RWANDA : L'ACTION D'ENTRAIDE ET FRATERNITÉ S'ÉLARGIT

Entraide et Fraternité soutient **pour la première fois le développement de l'agroécologie en milieu urbain au Pérou** et, plus particulièrement, dans les environs de Lima ainsi que dans la ville de Ayacucho. Le Pérou dispose d'un taux d'urbanisation parmi les plus élevés au monde et il est donc essentiel de **favoriser la production alimentaire au sein même des villes**. Ce programme sera mené avec deux nouveaux partenaires d'Entraide et Fraternité, le MOCICC et l'Institut Bartolomé de Las Casas.

Si Entraide et Fraternité soutenait déjà des projets **au Rwanda**, le soutien de la DGD permet d'**élargir l'ampleur des actions menées dans ce pays**. Le nouveau programme se concentrera surtout sur le **plaidoyer pour une agriculture durable** ainsi que le **recours à la digitalisation** pour connecter les centres urbains au milieu rural, pour mettre en lien les consommateurs avec les communautés paysannes soutenues.

Le précédent programme évalué positivement

Une équipe de consultants internationaux a mené une évaluation externe du programme 2017-2021 d'Entraide et Fraternité *Pour que la Terre tourne juste : souveraineté alimentaire pour tous*. Ce programme, soutenu notamment par l'administration fédérale de la Coopération belge au développement (DGD), a été mené en Belgique ainsi que dans plusieurs pays appauvris : Burundi, RD Congo, Madagascar, Guatemala, Haïti, Nicaragua et Philippines.

L'évaluation a mis en évidence la pertinence du programme, son efficacité ainsi que son efficience.

Pertinence

Le programme a répondu dans les pays appauvris aux besoins des communautés paysannes. Il a ainsi répondu tant aux défis sociaux qu'aux enjeux environnementaux grâce à la promotion d'une agriculture familiale durable et génératrice de revenus. **En Belgique**, le programme a répondu aux préoccupations des citoyens et citoyennes et des décideurs et décideuses politiques face aux **enjeux alimentaires et climatiques de plus en plus présents dans les débats**.

Efficacité

Le programme a été efficace, et ce **malgré les perturbations liées à la pandémie de Covid-19 ou encore les catastrophes naturelles** (par exemple, aux Philippines). Une des leçons apprises du programme est l'importance de lier le plaidoyer politique entre la Belgique et les pays appauvris. C'est pourquoi ce volet est renforcé dans le nouveau programme APTES.

Efficience

Le programme a été efficient. Grâce notamment au renforcement des collaborations entre partenaires, **les ressources ont été utilisées de manière optimale et les résultats ont été obtenus dans les délais**.

L'évaluation complète (108 pages) se retrouve sur entraide.be/rapport-dgd17-21-pdf



AFRIQUE DES GRANDS LACS

LES PARTENAIRES FACE AUX CONSÉQUENCES DE LA GUERRE EN UKRAINE

La guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui représentent notamment 30 % des exportations de blé dans le monde, a provoqué l'explosion des prix des céréales et autres matières premières sur les marchés.

La RD Congo et le Rwanda, fortement dépendants de la Russie et l'Ukraine pour leur approvisionnement en blé (respectivement 85% et 58% de leurs importations), ont été frappés de plein fouet par les conséquences du conflit.

L'insécurité alimentaire en RD Congo et au Rwanda s'est dès lors renforcée alors que la situation était déjà préoccupante avant le déclenchement des hostilités.

« On observe sur le marché une hausse vertigineuse des produits de première nécessité et, principalement, des denrées alimentaires comme la farine, l'huile, le riz, le sucre, la semoule... Les prix de ces produits ont presque doublé. Par exemple, un sac de riz de 25 kg est passé de 16,5 \$US à 25,5 \$US, un bidon d'huile végétale de 20 litres est passé de 23 \$US à 47,5 \$US. »

Nunu Salufa, directrice de l'APEF, partenaire d'Entraide et Fraternité

L'agroécologie comme alternative

Dans ce contexte, le programme 2022-2026 d'Entraide et Fraternité démontre toute sa pertinence. Celui-ci vise, en effet, à **promouvoir la production alimentaire locale** afin de lutter contre la dépendance mondiale des importations de denrées alimentaires.

Le soutien fourni aux coopératives agricoles accompagnées par les partenaires d'Entraide et Fraternité a ainsi porté ses fruits. Il a permis aux paysans et paysannes accompagnés de ne pas souffrir de la faim durant cette période troublée.

RD Congo

5 015

paysans et paysannes ont augmenté leur production alimentaire et n'ont pas souffert de la faim

Discussion, au Parlement du Sud-Kivu, d'un décret sur le financement de l'agroécologie

Près de **1 000** femmes et jeunes filles ont accédé à des crédits pour lancer leur activité génératrice de revenus

Rwanda

225

ménages ont adopté les pratiques agroécologiques (paillage, agroforesterie, fumure organique, gestion des eaux de pluie...) pour renforcer leur production alimentaire

30

décideurs et décideuses politiques sensibilisés à la nécessité de la mise en place d'un système agroalimentaire durable, résilient et solidaire

NICARAGUA

LA CUCULMECA ET TUKTAN SIRPI DISSOUTES PAR LE GOUVERNEMENT



Le parlement du Nicaragua a voté au mois de juin la dissolution d'une centaine d'ONG. Deux partenaires d'Entraide et Fraternité, à savoir La Cuculmeca et Tuktan Sirpi, ont tristement fait partie des acteurs visés.

Depuis les soulèvements populaires de 2018, le régime du président Ortega écrase toute forme de contestation à l'égard de sa politique. La société civile est systématiquement harcelée ou emprisonnée. **En 2022, plus de 300 associations ont été dissoutes par le gouvernement et ont dû fermer leurs portes.**

La Cuculmeca était une organisation reconnue au niveau international pour la qualité de son action. Elle accompagnait depuis 32 ans les communautés du territoire de Jinotega (situé au nord-ouest du pays) dans le renforcement de leurs moyens de subsistance et la gestion durable des ressources naturelles.

Tuktan Sirpi agissait également sur le territoire de Jinotega. Elle était reconnue pour son accompagnement innovant avec les enfants comme, par exemple avec la mise en place d'une radio gérée par les enfants et interpellant les adultes et les décideurs locaux. Des centaines d'enfants sont ainsi devenus de véritables acteurs de changement grâce à Tuktan Sirpi.

Cette décision du parlement du Nicaragua, dénoncée dans le monde entier, viole non seulement la liberté d'association, un droit pourtant fondamental, mais plonge aussi dans le désarroi et la pauvreté extrême toutes les personnes et les enfants qui étaient accompagnés par La Cuculmeca et Tuktan Sirpi.

La solidarité, la lueur dans l'obscurité

Dans cette obscurité qui a pris place au Nicaragua, une lueur d'espoir est venue grâce à l'entraide et la solidarité. **Un autre partenaire d'Entraide et Fraternité, qui a réussi jusqu'ici à échapper aux décisions des autorités nicaraguayennes, a décidé d'engager une partie du personnel de La Cuculmeca.**

Résultat : **une partie des activités prévues ont pu être menées sur le terrain.** Cette solidarité a ainsi permis de continuer à faire vivre les idées, les valeurs, l'engagement et la vision de La Cuculmeca.

Nicaragua

6
nouvelles
coopératives
agricoles créées

2
Élaboration de
nouveaux modules de
formation au sein de
l'école d'agroécologie

Diversification des services offerts par les
banques de semences grâce aux machines à piler
les haricots

8
Formation d'une plateforme
intercommunale pour intégrer
l'agroécologie dans les plans d'action
des autorités locales

La lutte contre **l'impunité** des multinationales



© CNCD-11.11.11

PAS D'ACCAPAREMENT AVEC NOTRE ARGENT

La campagne de Carême de partage a mis en évidence les accaparements des terres des paysans et paysannes par des multinationales à Madagascar, un des pays les plus touchés au monde par ce phénomène.

Les paysans et paysannes malgaches, qui cultivent pourtant leur terre depuis des décennies, se voient ainsi dépossédés sans compensation de ce qui constitue leur seul moyen de survie. Les multinationales utilisent en outre les terres volées pour des productions uniquement destinées à l'exportation, dont les populations locales ne voient jamais les retombées. Or, ces multinationales sont soutenues par nos institutions belges et européennes.

41 animations ont été organisées en Wallonie et à Bruxelles - rassemblant 1868 personnes - et ont permis de **réfléchir au phénomène** mais aussi d'**approfondir les moyens de lutter contre celui-ci**. Par exemple, aux FUCAM, à Mons, une cinquantaine de personnes ont été invitées à comprendre l'importance de sensibiliser les paysan·nes à leurs droits et de les accompagner à se mobiliser afin de faire reculer les multinationales, à partir de l'exemple de la mobilisation sans précédent de la population malgache qui a permis d'annuler un projet accaparant l'équivalent de la moitié des terres arables de Madagascar.



DES COMITÉS DE PLAIDOYER POUR DÉFENDRE LES PAYSANS ET PAYSANNES

La campagne de Carême a permis de soutenir la lutte essentielle des partenaires d'Entraide et Fraternité pour assurer la souveraineté alimentaire et améliorer les conditions de vie de quelque 3500 familles paysannes.

À la fin de l'année, 2 comités de plaidoyer au niveau régional et 21 comités de plaidoyer au niveau local ont réussi à être mis en place afin de défendre les droits des paysans et paysannes.

« L'appui du comité de plaidoyer nous a permis de défendre notre terre, d'éviter plusieurs arnaques et intimidations provenant de celles et ceux qui veulent tirer profit de notre situation de faiblesse. »

Une paysanne à Antsoantany



Une étude qui fait vaciller les pouvoirs politiques



Entraide et Fraternité s'est rendue à Madagascar avec le CETRI pour l'élaboration d'une étude sur l'accès à la terre Madagascar. L'agrobusiness contre l'agriculture paysanne. Publiée en novembre, elle a suscité de nombreuses réactions politiques au plus haut niveau.

Cette étude met en évidence les implications sur le terrain des accaparements de terre à grande échelle commis par la multinationale italienne Tozzi Green, financée par BIO, la Banque de développement de l'État belge. Un investissement public belge qui a violé les droits des populations locales qui se sont fait voler leur terre sans aucune consultation ou à travers de fausses promesses. En outre, celles et ceux qui se sont opposés ont été victimes d'intimidation, de menaces et de répression de la part des autorités. Les paysans et paysannes qui ont perdu leur terre ont ensuite basculé

dans une grande pauvreté. Tout cela, pour produire de l'huile essentielle destinée à l'exportation...

Suite à cette étude, **Entraide et Fraternité a rencontré à Bruxelles des représentants de BIO**, dont son directeur, ainsi qu'un membre du cabinet de la ministre de la Coopération au développement, Meryame Kitir. En outre, la ministre de la Coopération a été interpellée au Parlement fédéral sur les liens entre BIO et Tozzi Green. Résultats : la ministre de la Coopération a indiqué suivre de près ce cas et **BIO s'est engagée à vérifier sur le terrain les dénonciations présentes dans l'étude**. Un retour attendu par Entraide et Fraternité en 2023, année capitale car le contrat de gestion entre BIO et l'État belge sera renégocié.

L'étude a également fait l'objet de débats avec des représentants et représentantes de la Commission européenne. En cause ? Le rôle de l'Union européenne qui soutient financièrement la stratégie d'agrobusiness du gouvernement malgache, en opposition à la sécurité alimentaire des paysans et paysannes.

LES EXACTIONS DE L'ENTREPRISE BELGE SIAT DÉNONCÉES

Du 12 au 23 juin, Entraide et Fraternité a accueilli à Bruxelles cinq représentants et représentantes de communautés paysannes du Ghana, du Nigéria et de la Côte d'Ivoire qui se sont fait voler leurs terres par les filiales de la multinationale belge SIAT, spécialisée dans la production de caoutchouc et d'huile de palme.

En Côte d'Ivoire et au Ghana, SIAT a volé illégalement, sans le consentement des communautés locales, près de 30.000 hectares de terre. **Les communautés paysannes ont réagi par des manifestations pacifiques qui ont été réprimées dans le sang.** Bilan : plusieurs morts et des centaines de personnes blessées (dont certaines handicapées à vie).

« Nous ne voulons pas mourir pour votre caoutchouc ! »



LE DEVOIR DE VIGILANCE ? UNE URGENCE !

Il n'existe actuellement toujours **aucun cadre juridique mondial contraignant** qui rend responsable les entreprises en cas de violations des droits humains et autres atteintes - par exemple, à l'environnement - par leurs filiales et sous-traitants à l'étranger. Le cas de SIAT, multinationale belge, démontre une nouvelle fois **l'urgence d'adopter une législation belge et européenne sur le devoir de vigilance.**



« Faire du bruit en Belgique et en Europe autour de SIAT et ses impacts en Afrique est très précieux pour faire bouger les choses chez nous. Nos autorités sont plus attentives dès que l'on parle de nos problèmes à l'étranger. »

Sinan Issifou (président de l'Alliance pour le Développement Durable et l'Environnement), Côte d'Ivoire



Avec FIAN et le CNCD, une manifestation a été organisée par Entraide et Fraternité devant les bureaux du siège de l'entreprise à Zaventem. **Une lettre dénonçant les exactions commises par SIAT et exigeant réparation a été remise au CEO de l'entreprise.** Cette action a été **largement médiatisée par la presse belge** (La Libre, Trends, Het Laatste Nieuws, etc.) **ainsi qu'européenne.** Entraide et Fraternité a également porté l'affaire auprès de décideurs politiques tels que le chef de groupe MR à la Chambre du Parlement fédéral, Benoît Piedboeuf, des représentants du Ministère des Affaires étrangères belges ainsi que l'Ambassade de Côte d'Ivoire.

QUELS RÉSULTATS?

Le CEO de SIAT a pris l'engagement de rencontrer les communautés affectées directement sur place. L'Ambassade de Côte d'Ivoire a promis de transmettre les revendications portées au président de la République. Concernant l'adoption d'une loi belge sur le devoir de vigilance, le combat fait toujours rage entre les partis. Son adoption est pourtant inéluctable... mais quand ?

ENTRAIDE ET FRATERNITÉ FAIT VACILLER LE TCE

Le Traité sur la Charte de l'Énergie (TCE) est un accord de commerce qui contient un mécanisme permettant aux multinationales d'attaquer les États devant des tribunaux d'arbitrage privés si leurs profits espérés sont impactés par des politiques climatique et sociale. Les multinationales ont déjà obtenu plus de 50 milliards d'euros de dédommagement grâce à ce mécanisme.

Entraide et Fraternité s'est mobilisée durant toute l'année afin que la Belgique, les institutions européennes et les États membres annoncent leur sortie de cet accord : manifestations devant les institutions européennes, cartes blanches dans les médias, questions parlementaires, etc. **Sept États** - dont la France, l'Allemagne, l'Espagne et les Pays-Bas, représentant 70% de la population européenne - **ont annoncé en 2022 leur intention de sortir du TCE.** Le Parlement européen s'est joint au mouvement en votant en fin d'année une résolution demandant la sortie de cet accord.

Et en Belgique ? La Région wallonne, la Région Bruxelles-Capitale ainsi que la ministre fédérale de l'Énergie (Tinne Van der Straeten) se sont positionnés pour la sortie du TCE. Cependant, la Région flamande et la ministre des Affaires étrangères bloquent cette sortie.



Sauvons notre **Maison commune**

Une belle réussite qui n'attend qu'à se poursuivre

Le projet *Sauvons notre Maison commune*, élaboré en réponse à l'appel du pape François dans son encyclique *Laudato si'* à se mobiliser afin de faire face aux multiples crises sociales et environnementales qui mettent en péril notre « maison commune », s'est clôturé. Une belle réussite !



UNE MOBILISATION PLUS IMPORTANTE QUE PRÉVUE

46 communautés catholiques et 28 écoles catholiques ont souhaité bénéficier de l'accompagnement proposé par Entraide et Fraternité afin d'approfondir l'écologie intégrale et mettre en œuvre des initiatives de transition écologique et sociale en Wallonie et à Bruxelles. Un chiffre bien plus élevé qu'attendu.

25 communautés et 11 écoles ont finalisé un plan d'action. Et nombreuses sont celles qui ont déjà concrétisé certaines ambitions.

Au menu, de belles initiatives de transition écologique et sociale pour construire un monde plus juste et durable. En voici quelques exemples non exhaustifs :



La transformation d'un immeuble vétuste en logement social et durable qui foisonne d'initiatives, dans la paroisse d'Ath



La transformation par le Centre pastoral de La Louvière d'un bâtiment en un lieu Laudato si'



L'aménagement d'un jardin communautaire au profit des personnes dans le besoin, dans la paroisse de Huy



La mise en place d'un tri des déchets au sein de l'école d'enseignement en alternance de Tamines (CEFA)

La fabrication de savons écologiques au sein de l'école Maison du Phénix, à Brugelette

La mise en place d'un Repair Café à Perwez pour lutter contre l'obsolescence programmée



De nombreuses autres actions ont été menées afin de sensibiliser les citoyens et citoyennes (ciné-débats, balades écologiques, etc.) à l'importance d'une transition écologique et sociale.

Toutes ces initiatives ont pu se renforcer grâce à l'organisation par Entraide et Fraternité de 16 événements d'échanges afin d'améliorer ses pratiques et faire face aux défis rencontrés. 140 élèves des écoles de l'Institut Sainte-Marie de Bouillon et de l'Institut Notre-Dame de Bertrix ont ainsi pu faire émerger de nouvelles idées pour leur école en transition.

DES OUTILS POUR SE MOBILISER

Entraide et Fraternité a élaboré **plusieurs documents pouvant être utilisés de manière autonome** et permettant de se lancer dans la transition écologique et sociale.

- Le guide *Éco-diagnostic* : à destination des communautés catholiques et des écoles pour réaliser un bilan de leurs pratiques dans 11 domaines (électricité, mobilité, investissement, eau, chauffage...)
- Le guide *Mon école en transition* : outils et exemples d'initiatives de transition à mettre en place
- Le manuel *Notre maison commune. Quelle terre pour demain ?* : parcours pour les communautés catholiques, comportant six étapes, du rêve à l'action, pour une écologie intégrale

Tous les outils sont disponibles sur le site maisoncommune.be



UN MOUVEMENT À RENFORCER AFIN QU'IL NE DISPARAISSE PAS

L'évaluation externe du projet *Sauvons notre Maison commune* réalisée fin de l'année a mis en évidence **l'importance de renforcer le mouvement de transition écologique et sociale initié afin qu'il s'autonomise et ne disparaisse pas**. En outre, les conclusions du processus synodal publiées par la Conférence épiscopale de Belgique pointent qu'une partie des communautés catholiques désire que l'écologie intégrale prenne plus de place.

Entraide et Fraternité a dès lors travaillé à l'élaboration d'un nouveau projet : **accompagner les personnes référentes en écologie intégrale au niveau diocésain dans le renforcement de leur mission**. Celles-ci sont, en effet, appelées à faire partie du diocèse sur le long terme. Renforcer leurs capacités et leur donner de réels moyens d'action favorisera la durabilité des initiatives menées jusqu'ici avec les communautés et écoles catholiques.

Le projet se décompose en quatre axes principaux.

- Accompagner les personnes référentes en écologie intégrale pour sensibiliser et mobiliser les jeunes
- Atteindre les personnes chrétiennes en dehors des lieux traditionnels de l'Église à travers le développement de tiers-lieux d'Église et l'organisation d'événements comme le Laudato si' Summer Camp
- Accompagner toute communauté catholique dans l'élaboration de son plan d'action et la mise en œuvre d'initiatives de transition
- Augmenter la visibilité et le sentiment d'appartenance au mouvement



L'ÉGLISE BELGE RÉPOND ÉGALEMENT À L'APPEL

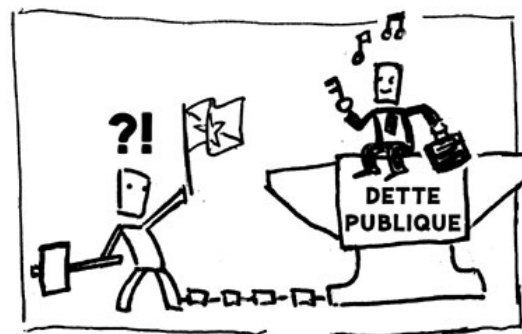
Suite à un plaidoyer d'Entraide et Fraternité, les différents diocèses en Wallonie (Liège, Namur-Luxembourg, Tournai) ainsi que le vicariat du Brabant wallon ont décidé de nommer des personnes référentes en écologie intégrale. Celles-ci ont pour mission d'accompagner la réception de *Laudato si'* et de favoriser la transition écologique et sociale sur leur territoire. Elles sont donc des personnes clés pour mobiliser les communautés catholiques. Une véritable réussite du projet qui permet d'ouvrir des portes pour assurer la durabilité des initiatives menées jusqu'ici.



Vers une solidarité décoloniale

Si les pays africains ont pris leur indépendance officielle au siècle dernier, la logique de domination des pays industrialisés sur leurs anciennes colonies perdure de diverses manières : dette comme instrument de contrôle politique, captation des ressources naturelles, relations commerciales inéquitables...

L'aide apportée par les pays du Nord aux pays africains n'échappe malheureusement pas à cette logique. Elle garde les stigmates de l'époque coloniale ou, plutôt, illustre comment la « colonialité » perdure sous d'autres formes.



Entraide et Fraternité, en tant qu'ONG de solidarité internationale, mais aussi par la mission d'éducation qu'elle mène en Belgique, se doit de mener **un travail de réflexion et d'analyse sur son discours et ses pratiques pour une solidarité libérée du poids du colonialisme et du racisme**. Surtout dans un contexte qui l'y invite, que cela soit l'assassinat de George Floyd par un policier blanc en 2020 (qui a vu le mot clé #BlackLivesMatter se répandre sur les réseaux sociaux) ou encore l'appel du pape François dans ses encycliques à « penser à une éthique des relations internationales ».

UNE JOURNÉE SUR LE THÈME DE LA DÉCOLONISATION

En septembre, Entraide et Fraternité (E&F) a organisé **un débat avec des intervenants et intervenantes venant de pays africains ou d'origine africaine vivant en Belgique** : Aymar Nyenyezy Bisoka (juriste et docteur en sciences politiques et sociales), Kentey Pini-Pini Nsasay (Collectif Mémoire coloniale et lutte contre les discriminations), Marcelle Kom (coordinatrice du COCAD7), Clément Bisimwa (coordinateur E&F en RD Congo) et François Munyentwari (directeur d'ACORD Rwanda, partenaire d'E&F).

Au cœur du débat, la manière dont les liens de domination perdurent dans les relations de partenariat entre les ONG du Nord et du Sud. De nombreuses inégalités ont été mises en évidence comme l'explique Clément Bisimwa : « **Ce sont toujours les normes du Nord qui s'imposent. Nous devons nous**

plier aux demandes de chaque acteur, que cela soit en matière financière ou de méthodologie de gestion de projets. Ces exigences complexifient notre travail car elles sont souvent différentes par acteur. Les ONG du Sud gèrent pour le compte d'autrui, elles sont considérées comme des sous-traitantes, pas des partenaires. Les gens critiquent cela : la main qui donne est toujours





au-dessus de la main qui reçoit. La transparence est aussi trop souvent unilatérale. Pour les besoins du financement, l'ONG du Nord sait tout de son partenaire du Sud : comptes, patrimoine... mais l'inverse n'est pas vrai. »

« L'aide ne pose pas problème, mais bien le processus de la gestion de l'aide. »

Clément Bisimwa



Cette aide, estime Kentey Pini-Pini Nsabay, devrait en tout cas être envisagée comme une **« aide à la libération et pas au développement »**, car **« les Africains se sentent toujours dans la prison coloniale »**.

« Les ONG doivent cesser d'être convaincues qu'elles ont d'office raison de faire ce qu'elles font, s'interroger sur le rôle que, par leur action, elles jouent dans le système de domination existant. »

Aymar Nyenyezy

Quatre ateliers ont eu lieu lors de la journée de réflexion pour réfléchir à comment adapter et changer nos pratiques par rapport au métier de chacun et chacune. Ils se sont focalisés sur les thématiques suivantes : éducation permanente, communication et plaidoyer, relations partenariales, nos imaginaires.

Ces ateliers ont mis en évidence que **malgré de nombreuses avancées** (association des partenaires à l'élaboration des programmes d'action, appel à leur expertise pour l'élaboration d'analyses, etc.), **il reste encore du chemin à parcourir** : imposition actuellement des procédures de rapportage, communication véhiculant (involontairement) certains stéréotypes, etc.

ET LA SUITE ?

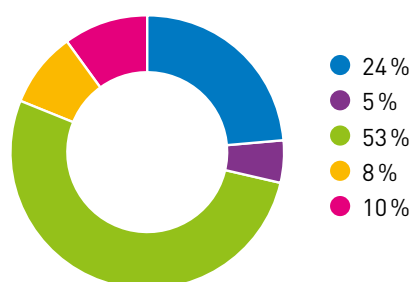
« Suite à notre participation à un séminaire organisé par la CIDSE¹, explique Alexandre Blanchart, responsable décolonisation d'Entraide et Fraternité, **nous avons décidé d'adopter notre propre plan de décolonisation**. La première étape de ce plan consiste à traduire et adapter à notre réalité les outils et guides de communication décoloniale développés par notre homologue irlandais, Trocaire. L'idée étant d'**améliorer notre communication afin de ne véhiculer involontairement aucun stéréotype colonial ou misérabiliste**. Ce travail se réalisera dans le courant de l'année 2023. »

¹ Réseau international de 18 organisations catholiques de coopération internationale pour le développement et la solidarité dont fait partie Entraide et Fraternité

Les comptes

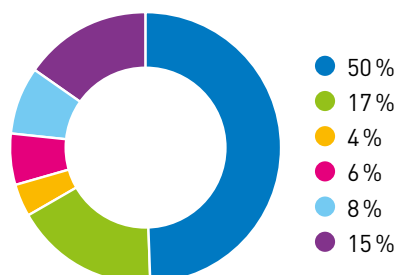
Produits

● Dons privés	1.214.426 €
● Paroisses, écoles et groupes	246.365 €
● Subsidies publics	2.686.214 €
● Fondations	436.162 €
● Legs et autres recettes	486.955 €
TOTAL	5.070.122 €



Charges

● Programme partenariat international	2.520.338 €
● Programme éducation	882.418 €
● Programme plaidoyer	193.524 €
● Communication	303.698 €
● Récolte de fonds	408.565 €
● Coordination et administration	786.687 €
TOTAL	5.095.231 €



Actif

Immobilisations	766.914 €
Créances	178.526 €
Disponible	1.012.965 €
TOTAL	1.958.405 €

Passif

Réserves	1.636.271 €
Dettes	322.134 €
TOTAL	1.958.405 €



Nous sommes membres de l'AERF - Association pour une éthique dans la récolte de fonds - qui garantit la transparence dans l'utilisation des dons. Nous adhérons à son code déontologique dans lequel est repris un droit à l'information.

Nos comptes et bilan sont audités et certifiés par le cabinet MAILLARD, DETHIER & CO, réviseur d'entreprises indépendant.

Ils sont publiés sur le site internet de la Banque Nationale (www.bnb.be) et sur le site internet de Donorinfo, le label Je donne en confiance (www.donorinfo.be).

Vous les trouvez également sur notre site internet www.entraide.be.

Intégrité

L'importance qu'Entraide et Fraternité attache à l'intégrité s'est concrétisée à travers l'engagement pris en 2018 en adhérant à la **Charte Intégrité proposée par le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement** ainsi qu'en adoptant, en interne, un **Code éthique et le document Politique de signalement et traitement des plaintes**.

Le Code éthique comporte notamment l'engagement d'Entraide et Fraternité à prendre des mesures rapides, justes et appropriées pour répondre aux atteintes aux valeurs et principes définis dans cet instrument juridique approuvé par le conseil d'administration du 3 mars 2020 (et mis à jour en juin 2021).

Toute partie prenante interne ou externe a le devoir de **signaler immédiatement toute suspicion, inquiétude et/ou fait de violation de ce code**. Pour ce faire, elle

se conforme à la Politique de signalement et traitement des plaintes mise en place (également depuis le 3 mars 2020).

Rapport du Gestionnaire de Traitement des Plaintes

Dans ce contexte a été désigné, en juin 2020, un **Gestionnaire de Traitement des Plaintes (GTP)**, en la personne de Me Jacques LAFFINEUR, avocat au Barreau de Bruxelles, qui est le **garant du traitement des plaintes** depuis leur réception jusqu'à la convocation du Comité de Traitement des Plaintes (CTP) et la proposition d'un plan (confidentiel) d'action dont le GTP coordonne la mise en œuvre et rend compte dans un rapport d'enquête final.

Au terme de l'année 2022, aucun signalement ou plainte n'a été porté à l'attention du GTP.



2022 a été l'année de sortie du confinement et d'entrée dans une nouvelle crise. L'invasion de l'Ukraine et l'envolée des prix des hydrocarbures, comme du coût de la vie, a eu des effets importants pour nos partenaires et notre organisation.

Entraide et Fraternité a continué à s'adapter au contexte et à se réinventer pour renforcer les actions liées à son objet social.

Malgré l'engagement et la solidarité exceptionnels de nos donatrices, donateurs, testatrices et testateurs, Entraide et Fraternité termine l'année avec un résultat financier légèrement négatif, dans un contexte d'inflation ayant un impact important, notamment sur les frais de personnel.

Les fonds propres levés sont importants et s'élèvent à 1.947.746 €, principalement constitués de dons privés et de legs. La collecte de Carême a repris des couleurs par rapport aux exercices 2020 et 2021 (restrictions liées au contexte sanitaire) et représente environ 5% des produits totaux de l'exercice.

Les subsides publics restent stables pour s'établir à 2.686.214 €. Si l'appui prévu par la Coopération belge continue à constituer la principale partie de ces subsides, les autres bailleurs publics pour le programme partenariat international ont financé des projets pour environ 108.509 € complémentaires, tendance qui va en augmentation depuis plusieurs années. Les subsides privés (436.162 €) continuent de renforcer nos actions de partenariat international et des actions d'éducation en Belgique (citons, pour l'exemple, le projet *Sauvons notre Maison commune*).

La somme totale des fonds propres reste très importante (47% des produits, ce qui inclut aussi les subsides d'origine privée). Ceci nous permet **une indépendance financière stratégique essentielle** et nous donne la capacité de continuer à mener nos activités de soutien à des associations de pays appauvris

(50% des dépenses) qui, selon leurs propres priorités, luttent contre la pauvreté, promeuvent l'agriculture familiale comme l'un des moyens de lutter efficacement contre la faim et promeuvent l'application des droits des enfants. Cela nous permet également de poursuivre nos activités de sensibilisation et de mobilisation du public belge aux enjeux des inégalités mondiales (17%) et de plaider envers les décideurs et décideuses politiques (4%).

Comme lors de l'exercice précédent, **une partie de nos recettes a été consacrée à la récolte de fonds (8%) et à la communication (6%)**, deux activités qui restent capitales pour envisager le futur avec confiance et maintenir, voire renforcer, le soutien de nos donateurs, donatrices, sympathisants et sympathisantes.

Les frais administratifs et de coordination (15%) restent en-dessous de ce qui est permis par la législation belge dans le secteur des ONG (20%).

Merci infiniment aux donatrices et donateurs, sympathisantes et sympathisants, paroisses, écoles, groupes de solidarité, testatrices et testateurs, militantes et militants qui continuent à nous soutenir « pour que la Terre tourne plus juste ! » Sans vous, notre association ne pourrait pas avoir l'impact et le retentissement d'aujourd'hui, un impact tout particulier en ces temps de monde en transformation profonde.

Merci aussi aux institutions publiques et privées : Direction générale de la Coopération-DGD, Fédération Wallonie-Bruxelles (éducation permanente), Wallonie-Bruxelles International-WBI, Ministère de la Communauté germanophone, CNCD, EHK-Vienne, La Croix du Sud et bien d'autres encore. Avec leurs soutiens ajoutés aux dons que notre public nous confie, un nombre plus important de projets de solidarité internationale, d'éducation au développement et de plaidoyer a pu se réaliser.

Une nouvelle méthodologie comptable pour une meilleure redevabilité de votre don

L'année 2022 marque un changement important dans la comptabilisation du programme DGD et des transferts financiers aux partenaires.

Si, auparavant, les paiements des projets aux partenaires étaient inscrits en charge, aujourd'hui, les charges comptabilisées sont les charges réalisées par les partenaires sur le terrain. Ceci entraîne une

différence entre les paiements réalisés (qui servent de base à la carte des partenaires, pp. 4-5) et les charges effectivement réalisées et justifiées dans les comptes. La différence, en 2022, est de l'ordre de 210.000 €, qui sont bien enregistrés au bilan de l'organisation.

Cette méthodologie permet de garantir un meilleur suivi des fonds dépensés sur le terrain.



In Memoriam

Notre collègue Paul Rixen est décédé inopinément

Professeur de religion à mi-temps à l'Institut Notre-Dame de Malmedy, il avait longtemps été un bénévole de nos associations. Avant, il y a une vingtaine d'années, de rallier dans le rôle taillé sur mesure pour ses talents le pôle des animateurs et animatrices régionaux en province de Liège. Paul avait vécu passionnément quelque temps au Brésil où, au contact des personnes les plus pauvres, il avait aiguisé son sens des combats pour plus de justice, son regard critique, son travail d'animation, sa forme de militance et d'engagement en lien avec sa foi en Jésus-Christ. « *La foi, disait-il, c'est rencontrer Dieu dans le visage de l'autre, particulièrement dans le visage du petit, du pauvre, de l'opprimé.* » Puissent sa joie, son enthousiasme, son espérance nous porter et nous inspirer longtemps encore.



Madagascar : décès de Mgr Ranaivomanana

Mgr Philippe Ranaivomanana, évêque d'Antsirabé, est décédé le 6 septembre, à l'âge de 73 ans. Il était président de la Caritas Antsirabé, un des partenaires d'Entraide et Fraternité à Madagascar. Dans une région très enclavée du centre de l'île, la Caritas Antsirabé aide les communautés paysannes à se nourrir en quantité et qualité suffisantes en appuyant la gestion et la commercialisation de la production et en renforçant la capacité d'organisation des petits producteurs. Très engagé pour la justice sociale, Mgr Ranaivomanana a été de nombreuses années président de la Commission Justice et Paix dans le pays. Il avait été un des invités de la campagne de Carême 2016 d'Entraide et Fraternité dédiée aux paysans et paysannes de Madagascar.

ENTRAIDE ET FRATERNITÉ

N° d'entreprise : BE 0418.015.461

Rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles
T. 02 227 66 80 | info@entraide.be

ANTENNES RÉGIONALES Bruxelles, Eupen,
Marchienne-au-Pont, Libramont, Liège, Namur, Wavre

Contact donateurs et donatrices : 02 227 67 09

Contact legs et testaments : 0490 57 97 47

Vous pouvez faire un don en ligne via le QR code
ou par virement bancaire sur le compte

BE68 0000 0000 3434.

Don fiscalement déductible à partir de 40€. Merci.



www.entraide.be

Suivez l'actualité
d'Entraide et Fraternité
au quotidien



Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !